



Administration, Rédaction  
 Abonnements et Publicité  
 1-56 Avenue de Luxembourg  
 Téléx : 841 - 5056 B.P. 2573  
 Bujumbura - Burundi  
 Imprimé sur les Presses Offiel de  
 FINASU

# LE Renouveau DU BURUNDI

LE QUOTIDIEN BURUNDAIS D'INFORMATIONS

## Mise au point du gouvernement sur la situation en communes Ntega et Marangara, et sur la nature des opérations qu'y mène l'armée

### 1. PRÉAMBULE.

Suite à une série de manipulations de l'opinion internationale basée sur des informations fournies aux journalistes d'une manière fautive ou tendancieuse par des rebelles burundais réfugiés à l'étranger, le Gouvernement du Burundi souhaiterait faire une mise au point générale.

En effet il décèle dans ces campagnes d'informations une manoeuvre mal-

veillante et une volonté manifeste d'égarer l'opinion soit en rapportant des faits qui n'existent pas ou n'existent plus, soit en les étageant, soit en donnant à des faits existants des explications délibérément fausses dans le but inavoué de faire jeter le discrédit sur le Gouvernement et l'armée du Burundi. Le but de la présente mise au point est de permettre que ces messages de l'information, dont

nous pensons qu'ils sont de bonne foi, aient la version correcte des événements afin qu'ils puissent en rendre compte objectivement à leurs publics. Ceux qui ne nous croiraient pas a priori pourront au moins y trouver la possibilité d'exercer leur sens critique et si nécessaire procéder à des vérifications complémentaires par les moyens qu'ils jugeront eux-mêmes appropriés.

### 2. SITUATION QUI PREVAUT ACTUELLEMENT SUR LE TERRAIN.

Des informations en provenance de réfugiés s'ingénient à faire croire que la situation sur le terrain se serait aggravée et que "les massacres" de l'armée burundaise non seulement se poursuivent mais se seraient même étendues à d'autres régions que les communes touchées initialement.

De telles informations alarmistes à l'excès sont diamétralement opposées à la situation qui règne sur le terrain.

Tout d'abord le Gouvernement dément catégoriquement que les troubles aient dépassé les communes de Ntega et Marangara. N'importe qui pourrait l'attester en se rendant sur les lieux. La vie est restée normale en effet dans les autres communes; aucune opération militaire n'y a jamais été menée.

Les Forces de l'Ordre qui y seraient visibles ne font qu'y assurer une présence de routine.

Si quelques réfugiés parviennent au Rwanda par d'autres communes frontalières, c'est probablement des réfugiés originaires des deux communes touchées qui ont dû traverser d'autres régions pendant leur fuite.

Les Forces de l'Ordre se sont ensuite portées au secours de populations massivement agressées par des cohortes délirantes particulièrement dans la première phase de leurs attaques. Les populations que ces rebelles visaient étant dispersées, il y en avait aussi qu'ils attaquaient pendant leur retraite à l'approche des Forces de l'Ordre.

Il faut en effet préciser que ces rebelles drogués avaient pour tactique non seulement d'assassiner à coups de lances, de flèches, de gourdin, de pierres et de machettes mais aussi de faire un certain nombre d'otages notamment des jeunes filles qu'ils forçaient à les suivre après avoir tué leurs proches sous

Suite en page 2

### Commerce

## Le Kenya réduit les frais portuaires pour les marchandises du Burundi

Dans le cadre des échanges de vie au sein des Etats membres du Corridor Nord, les opérateurs économiques burundais ont rencontré mercredi 21 août 1988, les autorités portuaires de Mombasa. Cette rencontre qui a eu lieu au ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat dans

une atmosphère de franche collaboration aura permis à la partie burundaise d'avoir de plus amples informations sur le passage des marchandises du Burundi dans ce port.

A l'issue de ces discussions riches en interventions, nous avons pu nous entretenir avec le Directeur Général de

Suite en page 6

## AUDIENCE A LA PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE



Président de la République recevant en audience le Citoyen Ninyi Maidiko Ngiubi, ce-Premier commissaire d'Etat zaïrois et commissaire d'Etat aux Droits et Libertés des Citoyens. Ce dernier était porteur d'un message du Président Mobutu Sese Seko von homologue burundais le Major Pierre Nuyoya.

EN PAGES 4 ET 5 :

SUITE AUX EVENEMENTS SURVENUS EN COMMUNES NTEGA ET MARANGARA  
 DECLARATIONS DU COMITE CENTRAL DE LA J.R.R.  
 DU COMITE CENTRAL DE L'U.F.B.  
 MESSAGE DES EVEQUES CATHOLIQUES DU BURUNDI.

EN PAGE 6

"LE MONDE COMME IL VA..."

# Mise au point du gouvernement sur la situation en communes Ntega et Marangara, et sur la nature des opérations qu'y mène l'armée

Suite de la première page

leurs yeux.

Ces otages ont été traînés par les rebelles dans leur fuite vers les marécages des abords de l'Akanyaru.

Les jeunes filles étaient employées à diverses corvées avant d'être violées. Les autres étaient emmenés par sadisme et tués après des mutilations.

Les sorti commun de tous les otages était de périr au moment choisi par leurs bourreaux.

Nombreux furent enchaînés et noyés dans la rivière Akanyaru pendant la traversée des rebelles au Rwanda. Ces atrocités sont bien connues de tout le monde.

Les opérations militaires ont cessé de façon générale partout. Les autorités ont lancé un appel à la population dispersée afin de se regrouper autour des centres de secours. Les rebelles repentis qui ont déposés leurs armes ne font l'objet d'aucune brutalité.

Le mouvement d'affluement de réfugiés vers le Rwanda observé effectivement au début s'est donc fortement ralenti et à l'heure actuelle le Gouvernement n'a pas connaissance d'un mouvement important de départ de la population à l'étranger mais accepte qu'il peut exister l'un ou l'autre rebelle qui décroche pour aller y chercher refuge. Il n'exclut pas non plus quelques départs ça et là provoqués par la peur et les fausses nouvelles.

On commence d'ailleurs à enregistrer des retours de réfugiés. Ces quelques personnes qui parlent ne manqueront pas de revenir quand elles auront constaté que leur peur était sans fondement.

Par contre à mesure que le calme revient et que les secours s'organisent ce sont les centres de regroupement des deux communes et des communes voisines qui se peuplent quotidiennement. Il faut signaler également qu'aux premiers jours de leurs forfaits les rebelles conduisaient systématiquement à la Frontière Rwandaise une grande partie des membres de leurs familles avant de revenir livrer bataille. C'est vous dire qu'ils faisaient la preuve d'une détermination et de précaution qui excluaient l'idée

d'une explosion spontanée de révolte.

Il y a donc un retour au calme observé sur le terrain. Les efforts de pacification et de secours y constituent l'activité la plus importante.

Telle est la situation réelle qui prévaut et dont tout visiteur sur place peut témoigner. Elle est loin par conséquent de ressembler à celle que les informations parlant de "tueries et de fuites en masse de réfugiés vers le Rwanda visent à faire croire.

Elle contredit toute idée d'extension de troubles à d'autres régions comme chacun peut l'observer en se rendant dans d'autres régions du pays où la population réagit positivement aux explications que l'Administration et le Parti lui donnent sur la situation.

### 3. LE RÔLE DE L'ARMÉE DANS L'AFFAIRE DES COMMUNES DE NTEGA ET MARANGARA.

#### 3.1. Le rôle avant le début des massacres.

Certains média se sont fait l'écho d'informations de commanditaires de la rébellion, qui tendaient à légitimer cette dernière par toutes sortes d'allégations imaginaires.

On a expliqué que la rébellion serait une révolte de la population qui a réagi pour empêcher des arrestations parmi les leurs, que la population se serait cru menacée par des manoeuvres militaires dans la région dont elle n'était pas prévenue etc....

Tout ceci est évidemment inventé après coup. Aucune poursuite n'était engagée contre un seul habitant de la région des deux communes; aucune arrestation ne s'y est opérée par conséquent. Il n'y a donc jamais eu d'arrestation de quiconque. Nous défions les auteurs de ces allégations de faire connaître à l'opinion les noms de personnes visées par ces prétendues arrestations et les faits qui lui étaient reprochés par les autorités si du moins les arrestations incriminées

ont précédé les événements.

Nous aimerions aussi qu'on précise l'époque de ces prétendues manoeuvres militaires qui auraient effarouché la population non avertie. La vérité est que la région n'a connu non seulement aucune manoeuvre militaire avant la rébellion mais qu'elle n'en connaissait pas habituellement même en d'autres périodes. N'importe qui peut vérifier la fausseté de ces deux allégations.

Cependant, pour informer l'opinion publique, il y a lieu de porter certains faits à sa connaissance.

La population de la commune Marangara avait déjà montré des signes de tension une semaine avant le déclenchement des événements à Ntega.

Un groupe de la population muni d'armes blanches diverses avait coupé les itinéraires menant à la commune sans raison apparente. Une unité de l'Armée y est intervenue exclusivement pour rétablir les communications coupées.

Elle fut aidée d'ailleurs dans cette tâche par la même population qui les avait coupés.

Après cela l'unité est retournée en garnison sans incident laissant l'Administration et le Parti rétablir le dialogue.

Il était en effet apparu que des éléments infiltrés dans cette population l'avaient intoxiquée en lui faisant croire à l'imminence d'une attaque perpétrée par l'autre ethnies. En inventant et en faisant croire à ces menaces, les commanditaires voulaient en fait convaincre leurs partisans de prendre les devants. Ce calme éphémère obtenu par le dialogue devait malheureusement être brutalement annihilé une semaine plus tard par le déclenchement des massacres dans la commune voisine de Ntega et l'arrivée d'un groupe de rebelles venus de cette dernière pour pousser ceux de Marangara à commencer également les tueries chez eux. Aucune personne n'avait été arrêtée à la suite de ces incidents de la semaine précédente.

De nombreux fonctionnaires et mandataires du

Parti de toutes ethnies ont participé à cette campagne d'apaisement et de désintoxication et pourront en témoigner.

A part l'unité qui a rétabli les itinéraires à Marangara il n'y avait que de faibles effectifs de la brigade de gendarmerie du District local qui accomplissaient des missions de routine. Aucune autre force militaire n'a donc été présente dans la région avant le déclenchement des tueries le 15 août 1988 à Ntega.

### 3.2. DE L'INTERVENTION DES FORCES ARMÉES DANS LA RÉGION ET DE L'USAGE DE LEURS ARMES.

Le rétablissement et le maintien de l'ordre rentrent dans les missions légales des Forces Armées.

Quant des gens armés en massacrent d'autres et s'en prennent à leurs biens dans n'importe quel pays, il nous semble qu'on fait toujours appel à la Force Armée pour rétablir l'ordre et la légalité. Le Burundi n'a pas fait exception devant le développement d'incendies criminels et de violence inouïes perpétrées par une masse délinquante, le recours à la Force était devenu inévitable.

L'ampleur de l'agression dépassait la capacité des unités ordinairement chargées de la sécurité dans la région.

Il a fallu par conséquent omener des renforts. Arrivées sur place les Forces de l'ordre n'ont guère eu d'autre choix que l'usage de leurs armes car elles se trouvaient en face de milliers de tueurs déchaînés par on ne sait quels démons. Partout ailleurs qu'au Burundi on n'aurait pas réagi autrement devant une telle situation.

#### 3.3. Le moment de l'intervention.

Des les premiers renseignements sur les événements une unité d'intervention a été dépêchée sur les lieux à partir du 15 août 1988. Elle est arrivée le 16 août 1988 à Ntega soit le lendemain du déclenchement des massacres.

A ce moment il y avait déjà des morts et des disparus par milliers et

des centaines de maisons incendiées.

Pouvait-on intervenir avant?

Assurément, mais l'appréciation de la situation à Ntega ne laissait pas prévoir l'imminence d'une violence si soudaine et si massive.

Qui pouvait croire en effet que des gens oseraient s'attaquer en une seule nuit à tous leurs voisins, massacrant hommes, femmes et enfants à qui ils ne reprochaient aucun autre péché que leur référence ethnique ou le refus de se laisser entraîner à des massacres?

En effet quelques heures avant le déclenchement de ces horreurs, le dialogue inter-ethnique, séculaire au Burundi, paraissait encore possible quoique parsemé de tensions perceptibles qu'on croyait réversibles par les vertus de la discussion pacifique. Aucun élément d'information ne laissait présager la violence de l'explosion.

Ceci est tellement vrai qu'une journée touristique officielle rehaussée par des autorités, dont des Ministres, fut organisée et fêtée normalement à Kirundo toute proche, sans se soucier de rien, le dimanche 14 août 1988.

Les rebelles ont en effet attaqué dans le courant de la nuit qui suivait! Les forces de l'ordre ne se trouvaient pas à proximité de la zone au moment de l'attaque.

### CONSEQUENCES DE L'INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE.

Dans une situation pareille, l'usage des armes en dotation aux Unités d'intervention ne pouvait faire aucun doute.

L'Armée a donc fait ce qu'elle a pu pour arrêter le carnage et a recouru à ses moyens. Dans un premier temps on ne peut exclure que des gens non mêlés dans les tueries aient été frappés par des balles perdues à cause de la confusion de la situation et de la forte densité des populations de ces communes. Que des rebelles fuient avec des impacts de balles ou des blessures de ballochettes consécutives à cette intervention n'étonnerait que ceux

Suite en page 3

# Mise au point du gouvernement sur la situation en communes Ntega et Marangara, et sur la nature des opérations qu'y mène l'armée

Suite de la page 2

il se font de ces événements premiers réfugiés secourus contre le Gouvernement certains depuis plusieurs impliqués dans les violents jours. Des blessés avaient ces et sont intarigués vision très erronée. par l'Armée comprenaient ces cadavres ne peuvent pas s'échapper et se cachotent par la haine ethnique eux-là croient qu'il y des gens des deux ethnies sans oser se montrer de qui leur a été inoculée. vait d'autres alternatives validarisés par une résistance faites par les rebelles peur que leurs bourreaux que parmi eux se trouvent ne les achèvent. Des enfants des blessés au cours des opérations étaient opérations de maintien dont les parents étaient opérations de maintien tués ou disparus erraient de l'ordre n'est pas impossi-

is! La dernière allégation prétend que des cadavres de victimes civiles tuées ont été trouvés dans la rivière Rwaro de la Nyabarongo. Il s'agit là de l'exploitation grave d'une situation macabre par les réfugiés criminels. Il est regrettable que des personnes connues s'associent à de telles accusations dont le caractère mensonger est évident.

Quiconque examine la situation de la zone des affrontements (communes Marangara et Ntega) remarquera une distance appréciable entre le lit de l'Akanyaru et les collines concernées par les affrontements. Bien plus entre ces collines et la rivière s'étendant des marécages difficiles. A aucun moment les Forces armées ont-elles cherché dans ces marécages leurs non habités?

Poursuivre les rebelles ne constituait pas une priorité dans leurs actions de rétablissement de l'ordre. N'ayant pas approché la rivière elles ne pouvaient y jeter des cadavres. Par ailleurs la limite de la zone d'opération est en commune Ntega.

Le point de l'Akanyaru situé au droit de cette limite n'est pas à moins de 50 kilomètres de l'endroit où on aurait signalé ces cadavres sur la Nyabarongo. Si l'on admet qu'un cadavre entraîné à cette distance il faudrait au moins 24 heures pour qu'il ait été jeté par quelqu'un qui pouvait approcher le courant de la rivière. Les forces de l'ordre ne l'ont pas pu car cela ne les intéressait pas; seuls les rebelles étaient intéressés.

Par la traversée, l'Armée a incontestablement approché les rives de l'Akanyaru. Nous affirmons en conséquence qu'il faut écarter l'idée que ces cadavres soient dus à l'action des rebelles car celles-ci n'ont jamais opéré aux abords de l'Akanyaru. Par

Ces criminels ont en effet assez de cynisme pour exécuter ces innocents et les faire flotter afin de faire croire ensuite à des victimes ethniques de l'Armée Burundaise!

Le plus regrettable n'est pas que ces réfugiés sans foi ni loi cherchent à discréditer le Gouvernement du Burundi par ces manœuvres macabres, mais c'est que certaines autorités et quelques fonctionnaires d'organisations internationales prennent plaisir à monter en épingle une aussi triste campagne de dénigrement.

Le Gouvernement de la République du Burundi espère, en continuant à assurer qu'avant d'accréditer des fonctionnaires de la défense pareilles, les journalistes se des populations contre et les autres observateurs qu'on veut manipuler de Elle rétablit les itinéraires la sorte exerceront objective-ment leur sens de jugement et établiront la part respecti-ve de la vérité et de la propagande.

## ACTIVITES ACTUELLES DE L'ARMEE;

L'Armée Burundaise est arrivée dans une zone dont toute l'administration et la vie normale étaient détruites. Les cadavres jonchaient les enclos et les bananeraies, ils ont été pour la plupart

impliqués dans les violents jours. Des blessés avaient ces et sont intarigués par la haine ethnique sans oser se montrer de qui leur a été inoculée. peur que leurs bourreaux que parmi eux se trouvent ne les achèvent. Des enfants des blessés au cours des opérations étaient opérations de maintien tués ou disparus erraient de l'ordre n'est pas impossi- désespérément en se cachant, bie.

On ne les verra sans doute pas armés lors des interviews télévisées organisées par leurs mandataires. N'oublions pas toutefois que la plupart ont traversé la frontière après avoir honteusement massacré des concitoyens sans défense. Les journalistes ne devinent assurément pas que les gens qu'ils interrogent dans ces camps peuvent, sous les aspects innocents, camoufler des tueurs aveugles; que les vérités qu'on leur fait dire peuvent être inspirées par leurs chefs dans un but de propagande.

Ces gens enregistrent leurs déclarations après avoir rendu les armes de leur crime. C'est pourquoi le gouvernement du Burundi, conscient que la campagne des média entreprise par ses ennemis n'est rien d'autre que le prolongement de leur guerre ethnique, a souhaité que l'opinion publique sache la vérité sur ce qui se passe et se garde de répercuter, sans les vérifier, les fausses informations livrées par les exilés burundais réfugiés à l'étranger.

## 4. CONCLUSION.

En conclusion, l'opinion publique doit savoir que la plupart des informations fournies aux journalistes par certains milieux ne sont pas livrées avec un souci d'objectivité. Les réfugiés qui se trouvent très largement infiltrés par les extrémistes; ils ont été pour la plupart

**DONNEZ DU SANG**

**SAUVEZ LA VIE**

prenez aux autres  
prenez aux vôtres  
prenez à vous-mêmes

**donnez du sang !**